



**HAL**  
open science

# La Syrie à l'heure du retrait américain. Le “ faux départ ”

Jean-François Guilhaudis

► **To cite this version:**

Jean-François Guilhaudis. La Syrie à l'heure du retrait américain. Le “ faux départ ”. Paix et sécurité européenne et internationale, 2019, 13, 10.61953/psei.1106 . halshs-03157832

**HAL Id: halshs-03157832**

**<https://shs.hal.science/halshs-03157832v1>**

Submitted on 20 Apr 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La Syrie à l'heure du retrait américain. Le « faux départ »<sup>1</sup>.

Jean-François Guilhaudis

Professeur honoraire à l'Université Grenoble-Alpes

Annoncé puis officialisé, mais pas réalisé complètement pendant la période couverte par cet article (septembre 2018, octobre 2019), le retrait américain, en forme de « faux départ », a pesé sur la guerre en Syrie. Outre la cessation de l'emploi des armes chimiques et la montée des questions humanitaires, la période a été marquée par la poursuite de l'évolution de la situation territoriale et plus de contrôle de la Syrie par B. el-Assad et par l'accroissement de l'internationalisation du conflit, malgré la décision de retrait des Etats-Unis. Ces évolutions n'ont pas été favorables au progrès des efforts en faveur de la paix et de la reconstruction de la Syrie. Mais elles ont provoqué la montée de la question kurde, qui accompagne l'évolution confirmée du terrorisme. En 2019, la guerre en Syrie est entrée dans une nouvelle phase.

Announced then formalized, but not fully realized during the period covered by this article (September 2018, October 2019), the American withdrawal, in the form of a "false start", weighed on the war in Syria. In addition to the cessation of the use of chemical weapons and the rise in humanitarian issues, the period was marked by the continuing development of the territorial situation and more control of Syria by B. el-Assad and by the increased internationalization of the conflict, despite the United States' decision to withdraw. These developments have not been conducive to the advancement of efforts for peace and the reconstruction of Syria. But they have caused the rise of the Kurdish question, which accompanies the confirmed evolution of terrorism. In 2019, the war in Syria entered a new phase.

Armes chimiques, conflit, efforts de paix, guerre, humanitaire, intervention, internationalisation, puissances, reconstruction, terrorisme, Etat islamique, Etats Unis, Iran, Israël, Kurdes, Russie, Syrie, Turquie

Chemical weapons, conflict, peace efforts, war, humanitarian, intervention, internationalization, powers, reconstruction, terrorism, Islamic State, United States, Iran, Israel, Kurds, Russia, Syria, Turkey

## I. Introduction

**(116)** Si l'emploi des armes chimiques a quitté la « une » à la fin de 2018 et en 2019, les considérations humanitaires sont restées au premier plan et ont même pris davantage d'ampleur en 2019. Les opérations militaires n'ont pas cessé et, si elle est plus grande, la maîtrise du pays par le régime syrien et ses alliés est encore loin d'être complète à la fin de l'été 2019. L'Etat islamique n'a plus de territoire mais au nord, à l'Est, et même au sud du

---

<sup>1</sup> Cet article s'inscrit dans la suite des passages relatifs à la Syrie dans les grands conflits de 2017, *PSEI* n° 10, 2018, n° s 70-71.

pays, de vastes zones restent encore en dehors du contrôle de M. Bachar el Assad. Il doit achever de réduire certains groupes terroristes et rebelles et, surtout, trouver une solution pour les Kurdes de Syrie. Ceux-ci, appuyés par les Etats-Unis et les Occidentaux, ont joué un rôle de premier plan dans la lutte contre l'EI, mais leur soutien américain risque de faire défaut prochainement et l'autonomie dont, à la faveur de la guerre, ils se sont dotés et qu'ils voudraient conserver, n'est pas du goût du pouvoir syrien. En outre, la Turquie s'y oppose. Cela prolonge et même aggrave passablement la situation, puisque Ankara n'hésite pas à user de la force pour défendre ses intérêts. L'internationalisation du conflit continue de croître, malgré la décision de retrait des Etats-Unis. Les problèmes créés et les oppositions suscitées ont fait que cette décision a été finalement en forme de faux départ. Les militaires américains sont restés, moins nombreux, mais les acteurs de la tragédie syrienne ont bien compris que ce départ aurait lieu, il se confirme d'ailleurs début octobre 2019. La guerre est entrée dans une nouvelle phase. Dans ces conditions, la diplomatie visant à obtenir la paix et les efforts pour mettre en place une Syrie politique nouvelle, ne peuvent guère aboutir. Et la perspective d'entamer la reconstruction est repoussée à plus tard<sup>2</sup>.

## II. La cessation de l'emploi des armes chimiques et la montée des questions humanitaires

(117) Après les frappes d'avril 2018, en représailles à l'attaque chimique de Douma, si leur emploi a été parfois évoqué, notamment au sujet d'Idlib/Edleb, il n'a plus été fait état d'emplois significatifs. Cela se traduit dans les séances que le Conseil de sécurité consacre à la question et les rapports qui lui sont transmis par l'OIAC et dans les médias, fin 2018 et en 2019<sup>3</sup>.

Les questions ont été au premier plan, tant dans les médias que dans les débats au Conseil de sécurité, en 2018 et, plus encore en 2019<sup>4</sup>. Le problème est posé d'abord, outre les cas d'emploi d'armes chimiques, en lien avec la prise des grandes villes syriennes, par le comportement de Damas et ses alliés, notamment la Russie. Ces villes ont été reconquises après une véritable guerre de siège et des opérations aériennes intenses, alors que sur place les défenseurs étaient mêlés à la population civile. Il y a donc eu, chaque fois, un nombre important de victimes civiles, morts et blessés et un grand nombre de personnes déplacées. La Russie et le régime syrien ont été couramment accusés de viser délibérément des écoles et des hôpitaux. Fin mars 2019, le Directeur du Bureau de coordination des affaires humanitaires mettait en garde contre une possibilité de « catastrophe humanitaire » à Idlib/Edleb et dans le nord-est de la Syrie<sup>5</sup>. La même situation s'est présentée, souvent en pire, s'agissant de la reprise des villes tenues par l'EI. Un second aspect humanitaire important est la question des détenus et des personnes enlevées ou portées disparues. Le troisième aspect est celui de l'accès des convois humanitaires aux camps de réfugiés, par ex celui de Roukban, le long de la frontière syro-jordanienne. Le quatrième aspect est le financement du Plan de réponse

---

<sup>2</sup> A la troisième Conférence de Bruxelles sur l'aide à apporter pour l'avenir de la Syrie et des pays de la région, tenue le 14 mars 2019, les donateurs internationaux se sont engagés à verser un montant de 7 milliards de dollars pour répondre aux besoins en République arabe syrienne et apporter une aide aux réfugiés et aux communautés d'accueil dans les pays voisins. Mais pour que l'aide se déverse réellement en Syrie, il faudra attendre la fin de la guerre et les aspects politiques risquent d'être dominants. L'aide sera l'un des moyens de peser sur l'avenir de la Syrie, de toute manière profondément marquée, par la guerre v. notamment Laure Stéphan (avec B. Barthe) Syrie, l'Armée au centre du jeu, *Le Monde* 19 mars 2019. Une des grandes questions s'agissant de l'après-guerre est de savoir si et quand W. Poutine lâchera Bachar Al Assad.

<sup>3</sup> Voir les séances 8390 du 5 novembre 2018

<sup>4</sup> Voir les séances 8454 du 30 janvier, 8475 du 28 février, 8493 du 27 mars, 8515 du 24 avril, 8527 du 17 mai, 8553, 61 et 67 des 18, 25 et 27 juin.

<sup>5</sup> Cs 8493<sup>e</sup> séance, 27 mars 2019 (CS/13751).

humanitaire. Se pose enfin la question du retour des réfugiés<sup>6</sup>. Le Conseil de sécurité a beaucoup débattu des questions humanitaires mais s'est montré très divisé. Les Etats-Unis estiment que le régime a mené une « campagne punitive contre le peuple syrien » ; à cela le représentant syrien répond que le dossier humanitaire est instrumentalisé par Washington et ses alliés. D'un côté, on estime que la lutte contre le terrorisme doit prévaloir, de l'autre qu'elle doit céder devant le respect du droit international humanitaire. Ces divisions rendent très difficile, voire impossible l'adoption d'une résolution par le Conseil. Mais on peut s'étonner que, face à ce que l'on a appelé le « carnage » d'Idlib/Edleb, les chantres de l'humanitaire n'aient pas cherché à provoquer un veto stigmatisant son ou ses auteur(s). Outre le sentiment que cela resterait sans effet concret, ce silence tient sans doute à la perception que la lutte contre le terrorisme impose des concessions inévitables à l'efficacité<sup>7</sup> et au souci de ne pas aggraver une situation très complexe, où le risque d'affrontement entre puissances dont les intérêts divergent fortement, n'est pas nul.

Les chiffres sont très parlants sur la situation dramatique de la Syrie. La moitié de la population d'avant-guerre a été déplacée. Le pays comptait 21 millions d'habitants avant le conflit ; il n'en a plus que 13. Sept millions de personnes ont fui la Syrie. Il y a eu de 300 à 500000 morts, 1,5 million d'invalides et il reste encore 80 000 prisonniers<sup>8</sup>. 80% des Syriens sont en dessous du seuil de pauvreté, plus de 50% au chômage et 11,7n millions ont besoin d'aide humanitaire<sup>9</sup>.

### III. L'évolution de la situation territoriale et du contrôle de la Syrie par B. el-Assad

(118) Les cartes que publie *Le Figaro* en fin d'année, permettent de faire le point, à cet égard. Importants en 2017, les changements l'ont aussi été en 2018, confirmant les avancées du régime. Il a repris les deux dernières banlieues rebelles de Damas (la Ghouta orientale et Yarmouk), la province de Deraa au sud et le plateau de Kuneitra, voisin du Golan. Les forces de Bachar el Assad se sont aussi déployées à l'ouest de l'Euphrate et dans la ville de Deir-ez-Zor. À l'est du fleuve, ce sont les Forces démocratiques syriennes (FDS), composées de Kurdes et d'Arabes qui, avec l'appui des Etats Unis et de leurs alliés, ont refoulé l'EI vers la frontière irakienne. À la fin de l'année, le régime annonçait l'offensive contre la région d'Idlib/Edleb. Le président turc est alors parvenu à obtenir une suspension des opérations (accord de Sotchi du 17 septembre 2018<sup>10</sup>).

En janvier et mars 2019, avec la chute d'Al-Marachida puis celle de Baghouz, l'EI perdait les dernières localités qu'il contrôlait sur le moyen Euphrate, au profit des forces démocratiques syriennes. Mais la chute de Bahgouz a été interminable, ce qui consolide la conviction très largement répandue, que l'on est loin d'en avoir fini avec l'EI, en Syrie comme en Irak et ailleurs. L'EI ne maîtrise plus de territoire et ne peut plus jouer à l'Etat, mais il reste très présent.

---

<sup>6</sup> Les réfugiés syriens sont très nombreux, notamment en Turquie et au Liban. Peu sont enclins au retour à cause de l'insécurité persistante et, également, de la crainte d'être victime du régime. Le régime a mis au point une « loi numéro 10 », dans le but de fermer la porte paix exulés et, par le biais d'expropriations de de récompenser ses fidèles (V B. Barthe, la loi n° 10... *Le Monde* 27 avril 2018).

<sup>7</sup> Les Occidentaux, si critiques à l'égard des méthodes employées par les Russes, ont eux-mêmes en refusant d'engager des troupes au sol, été conduits à gagner au prix de nombreuses destructions, comme l'ont rappelé les critiques du colonel Legrier, v les extraits de son texte dans *Le Monde* du 27 février 2019.

<sup>8</sup> Chiffres donnés par *Le Monde* 17-18 mars 2019.

<sup>9</sup> Selon M. Pedersen, 28 février CS 8475 CS/13724).

<sup>10</sup> V. le texte de l'accord in S/2018/.

Pour Idlib/Edleb, l'accord entre la Russie et la Turquie du 17 septembre 2018 prévoyant la création d'une zone démilitarisée n'a éloigné la guerre, que pendant peu de temps. La prise de contrôle de la ville, à la mi-janvier, par le mouvement djihadiste Hayat Tahrir Al-Cham (HTS, Organisation de libération du Levant), proche d'Al-Qaida, au détriment de Front National de Libération (FNL) soutenu par la Turquie a remis en question l'accord de Sotchi et ouvert la voie à une offensive du régime, appuyé par la Russie en mai, après des frappes aériennes intenses de la part de Damas et Moscou, dès avril. Mais cette offensive, à laquelle l'Iran ne participait pas, s'est enlisée, conduisant à l'acceptation, lors d'une réunion des membres du processus d'Astana, d'un cessez-le-feu par Damas le 1<sup>er</sup> août, conditionné toutefois par l'application effective de l'accord de Sotchi. Les Djihadistes s'y opposant toujours, l'offensive a repris le 5 août et a abouti à la prise de Khan Cheikhoun le 21, ce qui a permis au régime de décréter le 30 août, une trêve unilatérale<sup>11</sup>.

Un autre point très sensible, plus au nord, est celui de la partie de la Syrie bordant la Turquie où se trouvent les Kurdes et le Rojava. La Turquie, farouchement hostile à la constitution d'une région autonome kurde, avait déjà mené deux opérations visant à l'éviter<sup>12</sup>. Elle a de nouveau, début août 2019, menacé d'une offensive sur les Kurdes des Unités de protection du peuple (YPG), qu'elle considère comme une « organisation terroriste ». Cette offensive a pu être évitée grâce à la conclusion, le 7 août, d'un accord avec les Etats-Unis, prévoyant l'établissement d'une zone tampon d'environ 30 km entre la frontière turque et les zones contrôlées par les Unités de protection du peuple (YPG). Cette zone tampon, dans la vision turque, doit permettre non seulement d'éloigner les Kurdes mais aussi d'y faire revenir une partie des réfugiés syriens passés en Turquie. L'avenir de cette zone est très incertain, entre autres parce que Damas l'a aussitôt dénoncée comme constituant « une agression flagrante de l'unité territoriale syrienne » (carte in *Le Figaro*, DM, Tensions et confusions..., 16 septembre 2019)<sup>13</sup>. Le rétablissement de la Syrie devrait imposer d'y mettre fin. Cependant, il est vrai que la reconnaissance par les Etats-Unis de la souveraineté israélienne sur le Golan, le 25 mars 2019, en contradiction avec les principes classiques du droit

---

<sup>11</sup> Le piétinement devant Idlib est expliqué par la moindre densité de population, qui pouvait ainsi échapper aux bombardements et a exercé moins de pressions sur les combattants pour qu'ils se rendent et au fait que ces derniers n'avaient plus de solution de repli v. S. Barthe A. Idlib, l'offensive du régime piétine, *Le Monde* 21-22 juillet 2019.

<sup>12</sup> Offensive sur Afrin (YPG) et Al-Bab (EI).

<sup>13</sup> Cet accord donne en partie satisfaction à une demande turque ancienne. En janvier 2019, après les déclarations de J. Bolton qui allaient à l'encontre du projet d'intervention turc dans le nord-est de la Syrie, on avait déjà annoncé que D. Trump et R. Erdogan étaient tombés d'accord sur la création d'une telle zone (V MJ, *Le Monde* 16 janvier 2019), estimant que D. Trump avait ainsi fait une importante concession, au détriment de ses alliés kurdes. Cela était dans la ligne du retrait annoncé et en accentuait les effets. Mais cet accord n'eut pas de suite immédiate. La Turquie est donc revenue à la charge et sa pression a obligé Washington à faire des concessions, mais l'accord est « flou » et la Turquie n'a pas obtenu satisfaction complète. Elle voulait une zone de 30 à 40 km de large et plusieurs centaines de kms de long entre Tall Abyad et la frontière irakienne, gérée par elle (armée et supplétifs), les YPG en étant partis. M. Erdogan a aussi menacé les Européens de remettre en cause l'accord migratoire de mars 2016, s'ils ne l'aidaient pas à créer une « zone de sécurité ». Carte dans DM, Ankara menace..., *Le Figaro* 7 août 2019. De leur côté les Etats-Unis voyaient surtout la zone comme un instrument de protection des Kurdes contre la Turquie. Pour eux elle doit être moins large, moins longue, et avec une direction conjointe. Les communiqués du 7 août sont imprécis ; toutefois il est clair que la zone sera interdite aux YPG, ce qui correspond à la demande turque (v Marie Jégo, Syrie : entente autour d'une zone de sécurité, *Le Monde* 10 août 2019).

international et avec les résolutions 242 (1967) et 497 (1981) du Conseil de sécurité<sup>14</sup>, encourage les aventures contraires au droit.

À la fin de l'été 2019, la guerre est donc loin d'être terminée et les troubles intervenus à Deraa montrent que le contrôle du régime est parfois très précaire et que sa réinstallation pourrait être difficile<sup>15</sup>.

## IV. L'accroissement de l'internationalisation du conflit, malgré la décision de retrait des Etats-Unis

(119) La décision américaine de retrait, annoncée en décembre 2018, a provoqué inquiétudes et remous mais il s'est agi, en réalité, d'un faux départ. Début octobre 2019, les Etats Unis sont toujours bien présents en Syrie et on reparle de retrait. Ce retrait en forme de faux départ a eu des conséquences importantes pour les acteurs : un rôle plus limité qu'attendu pour la Turquie ; des interventions plus affichées pour Israël ; un accroissement de la charge pesant sur elle pour la Russie ; plus de liberté pour l'Iran, mais... ; et une complexité grandissante des ensembles de puissances « parties prenantes ».

### IV.1. Un retrait en forme de faux départ

(120) Cette décision, rendue publique le 19 décembre – « le Pentagone a reçu l'ordre de retirer les troupes de Syrie le plus rapidement possible »<sup>16</sup> –, ne peut être considérée comme une vraie surprise. Elle s'inscrit dans une ligne forte, déjà sous B. Obama, et surtout fait partie des promesses de D. Trump. Et le président américain avait déjà donné bien des exemples de court-termisme et d'unilatéralisme. Mais on ne s'attendait pas à l'annonce d'un retrait aussi rapide. Le 17 janvier, le Secrétaire d'Etat Rex Tillerson, avait déclaré que son pays maintiendrait des troupes en Syrie à long terme, pour éviter une résurgence de l'Etat islamique et non pas pour affronter celles de Damas ou de l'Iran. S'il est exagéré de dire que cette décision est « déroutante »<sup>17</sup>, elle est en tout cas très perturbatrice. Prise contre l'avis, des conseillers de D. Trump<sup>18</sup>, dont le Secrétaire à la défense, elle a provoqué la démission de ce dernier. L'analyse que l'on a faite, aussitôt, de sa signification a été celle d'une perturbation majeure : ce retrait laissait les Kurdes, si utiles dans la lutte contre l'EI, à la merci d'une offensive turque et faisait problème pour les alliés engagés, par exemple la France, ou encore Israël<sup>19</sup> ; il faisait manifestement l'affaire non seulement d'Ankara – on a parlé d'un « deal »

<sup>14</sup> Cette reconnaissance unilatérale a provoqué, à la demande de la Syrie, une réunion d'urgence du Conseil de sécurité, le 27 mars 2019 (8495<sup>e</sup> séance). Tous les autres membres du Conseil ont affirmé qu'ils ne reconnaissent pas cette souveraineté. Mais il est intéressant de noter qu'aucun projet de résolution condamnant cette reconnaissance unilatérale et rappelant les normes internationales n'a été présentée. Il sera intéressant de voir si l'Assemblée générale vote à nouveau, à sa 74<sup>e</sup> session sa résolution traditionnelle sur le Golan syrien. La dernière résolution (73/23) adoptée sur ce point le 10 novembre 2018 a été votée par 99 voix contre 10 et 66 abstentions.

<sup>15</sup> V. B. Barthe, Un an après le retour du régime, violents troubles dans le sud syrien, *Le Monde* 11 juillet 2019.

<sup>16</sup> Cité par P. Gélié ; Trump décide..., *Le Figaro* 21 décembre 2018. Le Figaro a publié le même jour une carte de la situation militaire en Syrie (contrôle, présence avec les bases américaines et françaises). D. Trump dira plus tard dans une vidéo : « Nous avons gagné. Il est temps que nos troupes rentrent à la maison. Ils rentrent tous et ils rentrent maintenant » (cité par L'Editorial, Syrie : le coup de poignard de Trump, *Le Monde*, 27 décembre 2018.

<sup>17</sup> Comme le fait l'éditorial du journal *Le Monde* du 21 décembre 2018.

<sup>18</sup> Sur les positions des conseillers, v ; Gilles Paris, Trump décide, seul..., *Le Monde* 21 décembre 2018.

<sup>19</sup> Ce retrait « remet en cause les fondamentaux sur lesquels opéraient jusqu'ici les pays engagés dans la coalition » Marc Semo, *Le Monde* 21 décembre 2018. Il peut être considéré comme un revers pour Israël, Piotr

entre le retrait et l'achat par les Turcs de missiles Patriot, à la place des S-400 russes<sup>20</sup> – comme de Damas, de l'Iran et des Russes.

Une fois le discours de retrait prononcé, D. Trump est revenu à la réalité. Si le retrait a rapidement commencé, il a été coordonné avec celui des Kurdes et l'avancée des forces du régime, dans la région de Manjib<sup>21</sup>. Dès le début janvier, on parlait d'un retrait « réfléchi et coordonné des troupes » et « à un rythme adapté »<sup>22</sup>. Très vite la défaite totale de Daech et le souci de la sécurité des alliés sont donc revenus au premier plan. La perspective de l'intervention turque a été bouchée<sup>23</sup> et l'attention s'est reportée sur Idlib, objet de l'accord de Sotchi entre la Turquie et la Russie, où Ankara était confrontée à une poussée djihadiste de Hayat Tahrir Al-Cham (HTS Organisation de libération du Levant, dans la mouvance d'Al Qaida) affectant les rebelles du Front national de libération (FNL) qu'elle soutenait, susceptible de porter préjudice à sa relation avec Moscou, puisque mettant en doute la capacité de la Turquie d'exécuter les engagements pris à Sotchi (neutralisation des groupes djihadistes et réouverture des routes M 4 et M 5). La poussée djihadiste aboutira puisque HTS prendra le contrôle de la province d'Idlib à la mi-janvier. C'est de cet ensemble de faits – revirement américain, impossibilité de l'offensive turque et démonstration à Idlib des limites de la Turquie – que sortira, pour limiter la casse entre alliés, l'idée de créer dans au nord de la Syrie une « zone de sécurité débarrassée du terrorisme »<sup>24</sup>. Fin février, on apprenait que D. Trump avait décidé de laisser 200 militaires au Nord (contre 2000) 200 au Sud.

## IV.2. Un rôle plus limité qu'attendu pour la Turquie

(121) On attendait une troisième opération. Celle-ci n'aura pas lieu. Les mots de R. Erdogan « Nous pouvons lancer nos opérations en Syrie à n'importe quel moment. Comme je le dis toujours, nous pourrions arriver une nuit, soudainement »<sup>25</sup>, ne se traduiront jamais dans la réalité.

### **Les Interventions turques en Syrie**

#### ***Opération Bouclier de l'Euphrate***

A eu lieu d'août 2016 à mars 2017 dans la région d'Al-Bab.

Lancée avec l'appui des combattants anti-Assad de l'Armée syrienne libre, cette intervention visait à en finir avec les djihadistes de Daech dans la zone frontalière du nord de la Syrie. Elle a été aussi l'occasion pour Ankara de repousser les milices de l'YPG kurde considérées comme terroristes, mais elle ne faisait pas l'unanimité en Turquie, chez les militaires, avait rencontré une résistance notable de la part notamment de l'EI et devenait difficile à prolonger au moment où les forces kurdes étaient devenues indispensables à la coalition pour reprendre Rakaa. Les Etats-Unis et la Russie coopéraient pour la pousser à l'abandonner. En mettant fin à une action qu'elle jugeait être un succès, la Turquie se mettait en position favorable au moment où le Secrétaire d'Etat américain y venait en visite. Mais

Smolar, Le désengagement de Syrie..., *Le Monde* 22 décembre 2018. Pour la France, à terme, il ne sera pas possible de demeurer en Syrie v. Marc Semo, La France mise hors-jeu dans le conflit syrien, *Le Monde* 1<sup>er</sup> et 2 janvier 2019.

<sup>20</sup> Editorial d'Arnaud de La Grange, Realpolitik orientale, *Le Figaro*, 21 décembre 2018.

<sup>21</sup> Cette coordination ressort bien des déclarations de J Bolton. Soucieux de protéger les Kurdes, il déclarait, se référant à son président : « Les Turcs ne devront pas entreprendre d'action militaire qui ne soit pas pleinement coordonnée avec les Etats-Unis, au minimum pour éviter de mettre en danger nos troupes, mais aussi pour répondre à l'exigence du président de ne pas mettre en danger les forces d'opposition syriennes qui ont combattu avec nous » (cité par D. Minoui, Bras de fer américano-turc sur la Syrie, *Le Figaro* 9 janvier 2019).

<sup>22</sup> Cité par M. Tresca, La volte-face de Washington..., *La Croix* 9 janvier 2019.

<sup>23</sup> V. Gilles Paris Washington renonce à un retrait rapide de Syrie et Marie Jégo L'intervention turque dans le nord syrien compromise, *Le Monde* 9 janvier 2019.

<sup>24</sup> V M. Jégo, Trump et Erdogan s'entendent... *Le Monde* 16 janvier 2019.

<sup>25</sup> Verbatim, cité par *Valeurs actuelles*, 19 janvier 2019.

le premier ministre turc n'excluait pas d'autres opérations chez le voisin syrien<sup>26</sup>.

### **Opération Rameau d'Olivier**

S'est déroulée de janvier à mars 2018 dans la région d'Afrin. Les YPG ont défendu Afrin sans appui extérieur puisque cette enclave se trouvait en dehors de la zone d'opération protégée par la coalition. Après avoir tenu près de 50 jours les lignes de défense kurdes ont commencé à céder à partir du 9 mars et les Turcs ont pris Afrine, le 18, mais sans combattre parce que les Kurdes s'en étaient retirés<sup>27</sup>. Cette perte avait une portée symbolique pour les Kurdes parce que la région d'Afrine avait été le premier secteur où ils avaient en 2012, installé une administration semi-autonome. Ce fut l'occasion pour les observateurs de souligner le « jeu trouble » des Etats-Unis<sup>28</sup>.

Fin 2018, début 2019, la Turquie, paraissait devoir être le grand gagnant du retrait américain. Elle va être le principal perdant du faux départ dans l'immédiat. Cela va provoquer une tension forte entre les deux alliés avant qu'ils se retrouvent, avec l'accord du 7 août, sur la zone tampon, au nord de la Syrie.

Les événements de 2019 ne confirment pas que les Occidentaux sont impuissants en Syrie, comme on pouvait l'avancer en janvier<sup>29</sup> et que la Russie, Damas et l'Iran ont les mains libres.

### **IV.3. Des interventions israéliennes de plus en plus affichées**

(122) Depuis le début de la guerre, les forces israéliennes ont effectué en Syrie des centaines de bombardements, contre des cibles militaires iraniennes ou contre le Hezbollah, en gardant le silence. À partir du début de 2019 cela va changer. Dans la nuit du 20 au 21 janvier, les forces israéliennes vont frapper des cibles que leur porte-parole va énumérer de manière précise. Suivra une déclaration du Premier ministre lui-même. Israël désormais affiche la paternité des frappes<sup>30</sup>. Il s'agit, selon l'opinion commune, de faire passer un message de grande fermeté à l'Iran, au régime syrien et à leur protecteur russe, signifiant qu'Israël n'acceptera pas une présence permanente de l'Iran en Syrie. Dans la perspective du retrait des Etats-Unis, Israël s'efforce de « commencer à bâtir une nouvelle architecture de dissuasion, en limitant les risques de déclencher une confrontation plus importante »<sup>31</sup>. On dit qu'Israël aurait passé un accord avec les Russes : pas de présence iranienne au sud de la Syrie, contre l'acceptation du retour de Bachar al Assad<sup>32</sup>. B. Netanyahu a organisé en juin 2019 un sommet d'une troïka des conseillers à la sécurité nationale des Etats-Unis, de Russie et d'Israël sur le retrait de « toutes les forces étrangères déployées en Syrie depuis 2011 »<sup>33</sup>, ce qui exclut la Russie.

Même s'il ne s'est pas produit, le retrait américain a été bien enregistré comme une donnée nouvelle du dossier syrien. Contrairement à ce que l'on pouvait craindre, il n'a pas mis le feu

<sup>26</sup> V Marie Jego, Ankara clôt son intervention militaire en Syrie, *Le Monde* 31 mars 2017.

<sup>27</sup> Ce qui supposait que Les Turcs laissent se faire cette exfiltration des combattants et des civils.

<sup>28</sup> D. Billion Propos recueillis, *La Croix* 23 mars 2018 et, peut-être « un certain niveau de coordination entre la Turquie et la Syrie, via la Russie, alliées à la fois d'Ankara et de Damas » (G. Malbrunot, Syrie : les forces turques menacent ..., *Le Figaro* 12 mars 2018, v. également l'interview de D. Billion précités).

<sup>29</sup> Titre d'un article de R. Girard, *Le Figaro* 12-13 janvier 2019.

<sup>30</sup> Cet affichage est à rapprocher de la révélation en mars 2018 du raid contre le réacteur nucléaire d'Al-Kibar, en 2007, v. Cyrille Louis, Tsahal dévoile une opération secrète en Syrie, *Le Figaro*, 23 mars 2018.

<sup>31</sup> Avi Issacharoff, journaliste au Times of Israël, cité par P. Smolar, Israël n'hésite plus..., *Le Figaro* 23 janvier 2019.

<sup>32</sup> En ce sens A. Samrani, Personne n'est maître sur le terrain... in *L'Orient- Le jour*, reproduit par le *Courrier International* n° 1474, 31 janvier-6 février 2019.

<sup>33</sup> V M. Henry, B. Netanyahu met en scène..., *Le Figaro* 26 juin 2019.



aux poudres, ni ouvert un boulevard à la Turquie, à Damas et à la Russie. Le jeu est toutefois devenu plus complexe pour tous les acteurs, y compris les Américains eux-mêmes.

#### IV.4. Pour les Russes, la poursuite du parcours d'obstacles, autrement

(123) Comme l'analyse très bien Julien Nocetti, le retrait Américain ne remet pas en cause les gains réalisés par les Russes, mais il accroît la charge pesant sur eux. Ils sont placés au centre du jeu et il leur revient désormais de parvenir à imposer un règlement diplomatique selon leurs vues, ce qui impose de réussir à gérer non seulement les groupes terroristes et les relations entre les Syriens, mais aussi les intérêts passablement contradictoires de leurs alliés turc et iranien, ainsi que les relations avec Israël et, plus généralement, les Occidentaux, car ceux-ci sont bien présents au Conseil de sécurité sans lequel aucun véritable règlement ne peut advenir. De plus même s'ils quittent la Syrie, les Occidentaux restent dans la région et sont capables d'intervenir s'ils le veulent. Ce n'est pas un boulevard diplomatique<sup>34</sup> qui s'ouvre devant Moscou ; le parcours d'obstacles se poursuit, autrement, puisque Washington en est instance de retrait.

#### IV.5. Pour l'Iran, davantage de liberté mais...

(124) Pour l'Iran, à qui le régime syrien doit beaucoup, le retrait américain, signifie plus de liberté et d'influence en Syrie et la possibilité de s'y installer, si Damas et Moscou l'acceptent. La normalisation rendra plus difficile et peut-être impossible la poursuite des frappes israéliennes, qui n'ont pas réellement bloqué l'implantation iranienne en Syrie. Son soutien à l'intégrité territoriale de la Syrie et son hostilité à un Kurdistan autonome sont a priori des éléments très favorables dans la relation avec Damas, pour rester présent en Syrie et maintenir un corridor terrestre avec le Liban et la Méditerranée. Mais les vues iraniennes et russes peuvent diverger ; une rivalité peut naître entre les deux ; et la possibilité d'un affrontement avec Israël voire avec les Etats-Unis, à la suite de leur retrait de l'accord de 2015, ne doit pas être perdue de vue. Une dégradation des relations avec Israël, approchant du conflit ouvert pourrait créer une zone d'intérêts convergents – éviter le conflit – entre Moscou et Washington. Mais cet embrasement est peut-être moins probable qu'on le pense. À mesure que le pouvoir syrien va reprendre le contrôle du pays, les possibilités les frappes vont devenir moins acceptables et l'on ne doit pas perdre de vue qu'Israël n'a jamais vu d'un bon œil, la chute d'un régime avec qui il avait su trouver ses marques.

#### IV.5. La complexité grandissante des ensembles de puissances « parties prenantes »

(125) Les principaux ensembles des puissances « parties prenantes » sont le groupe d'Astana et la coalition.

Le Groupe d'Astana est le plus solide et le plus visible. Mais il ne faut pas ignorer, qu'il connaît aussi des divergences d'intérêts et des tensions. La Russie est relativement permissive à l'égard de la Turquie - elle a intérêt à ménager un pays voisin et à affaiblir ses relations avec les Etats-Unis, l'OTAN et l'UE, mais elle ne peut pas admettre qu'Ankara contrôle et occupe une partie de la Syrie et la survie des Kurdes, facteur puissant dans la lutte anti-terroriste. Qu'ils soient réinsérés dans la Syrie, est un autre de ses objectifs. Elle ne peut pas non plus admettre que l'Iran prenne trop de place en Syrie, au point de porter atteinte à sa propre

---

<sup>34</sup> Contrairement à ce que dit J. Nocetti, Trump teste l'alliance de la Russie avec la Turquie et l'Iran, *Le Monde* 24 janvier 2019

influence et de trop provoquer Israël. En 2019, les Russes sont devenus nettement plus visibles à Damas et les Iraniens moins<sup>35</sup>.

Les Occidentaux rassemblés dans la coalition, sont très perturbés par la politique de son leader, les Etats-Unis. Cela ne date pas de D. Trump. Le recul de B. Obama en 2013 avait déjà constitué une rupture, mais la perspective du retrait qui se confirme et devrait se réaliser prochainement est fondamentalement perturbatrice. Les Etats-Unis, à l'origine des désordres que connaît le Moyen Orient, s'en vont militairement – tout en gardant la possibilité de peser autrement, le retrait de l'accord nucléaire iranien l'atteste – laissant aux Européens, qui n'en ont pas actuellement les moyens, la tâche de leur succéder, ainsi que l'essentiel de la charge du terrorisme et tout le poids de l'immigration liée à la guerre. Au-delà des apparences, que sauvent des rencontres, de petites concessions, il y a bien ici un lâchage. L'évolution de la situation en Irak et en Syrie est certainement un des facteurs principaux, en faveur de la redéfinition des relations transatlantiques. La reconnaissance de sa souveraineté sur le Golan, ne doit pas cacher que pour Israël aussi, le retrait américain est un réel facteur d'inquiétude.

Si les relations entre puissances « parties prenantes » sont parfois très tendues et les discours très durs, on veille à conserver des comportements mesurés, ce qui n'exclut pas, à la marge, la violence. Il arrive que l'on assiste à un affrontement limité. En février 2018, la coalition américaine a bombardé des partisans pro-Assad, pour protéger ses alliés kurdo-arabes dans la région de Deir ez-Zor et des frappes américaines ont aussi fait des victimes russes, des employés de la société de sécurité privée « Wagner ». En septembre 2018, un « couac » entre Israël et la Russie dont un avion était abattu, entraîna, en riposte le renforcement du système antiaérien de Damas. Le 19 août 2019, une frappe russo-syrienne atteint un convoi de l'armée turque.

Les deux ensembles se parlent peu directement. Ils restent en contact via les Nations unies où ils se retrouvent et peuvent parfois coopérer. Cela se produit aussi parfois sur le terrain. C'est la Turquie, actuellement vedette de la guerre de Syrie, au début octobre 2019, qui fait le pont entre les 2 groupes. Elle appartient à l'un et à l'autre, qui doivent la ménager, mais sans lui céder sur l'essentiel<sup>36</sup>.

## V. L'absence de progrès des efforts en faveur de la paix et de la reconstruction de la Syrie

**(126)** En octobre 2018, l'envoyé spécial sur la Syrie « jetai l'éponge », sur un « maigre bilan »<sup>37</sup>. Il est parvenu à maintenir en vie le processus de Genève mais la négociation entre le régime et l'opposition n'a toujours pas commencé. Bien plus que le processus d'Astana, c'est simplement l'état du dossier qui explique cette situation. La guerre n'est pas finie, il est bien trop tôt pour des négociations de paix entre des parties dont l'une – le régime de Bachar el-Assad –, est encore mal acceptée par certaines des puissances impliquées<sup>38</sup> et l'autre, les rebelles, est défaite militairement. Entre les principaux acteurs du conflit, il n'existe pas encore de dénominateur commun. Bien que votée à l'unanimité la résolution 2254 (2015) du

<sup>35</sup> Salim Al-Nahas, Les Russes bien installés à Damas, Al Modon, reproduit par le *Courrier International*, n° 1493, 13-19 juin 2019.

<sup>36</sup> La France est présente dans la guerre de Syrie, comme en témoigne ses frappes en avril 2018, et bien avant cela ses positions contre Bachar El Assad et en faveur des frappes en 2013. Elle a aussi des forces spéciales au Nord de la Syrie dans la zone kurde. Le Départ américain devrait les obliger à quitter les lieux, faute de moyens, alors qu'elle tient à rester (v. Marc Semo, La France mise hors-jeu dans le conflit syrien, *Le Monde*, 1<sup>er</sup>-2 janvier 2019).

<sup>37</sup> Marc Semo (avec Marie Bourreau) Sur un maigre bilan, l'envoyé spécial pour la Syrie, jette l'éponge, *Le Monde* 19 octobre 2018.

<sup>38</sup> L'évolution en faveur de l'admission de Bachar al Assad comme interlocuteur incontournable se poursuit toutefois.

Conseil de sécurité ne correspond pas à un véritable consensus, par exemple sur la souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale de la Syrie, pourtant rappelés dès l'alinéa 2 du préambule. Et, sur le terrain, le rapport des forces n'est pas encore réellement fixé.

Le nouvel envoyé spécial du Secrétaire général, qui a pris ses fonctions au début de l'année, a exposé le 28 janvier au Conseil de sécurité ses cinq objectifs :

Premièrement, entamer et approfondir un dialogue soutenu avec le Gouvernement syrien et l'opposition sur les moyens d'instaurer la confiance en vue de créer un environnement sûr, calme et neutre ; deuxièmement, faire adopter des mesures plus concrètes sur la question des personnes détenues, des personnes enlevées et des personnes disparues en collaborant avec les garants du processus d'Astana, les parties syriennes et toutes les parties concernées ; troisièmement, associer un large éventail de Syriens et les faire participer à ce processus ; quatrièmement, convoquer dès que possible une commission constitutionnelle crédible, équilibrée et inclusive ; et cinquièmement, aider les parties internationales à approfondir leur propre dialogue en vue d'atteindre l'objectif commun d'un règlement politique crédible et durable du conflit syrien qui puisse bénéficier de la légitimité internationale<sup>39</sup>.

Il s'inscrit, sans surprise, dans la ligne du communiqué de Genève du 30 juin 2012 et de la résolution 2254 (2015) et dans les pas de son prédécesseur. Son action diplomatique s'est poursuivie en 2019 : il rencontre, consulte les représentants du gouvernement syrien, ceux du Comité de négociation de l'opposition, les « principaux acteurs régionaux et internationaux » – on dit aussi « les parties prenantes internationales ». Mais il n'obtient naturellement pas de résultats, puisque le contexte ne le permet pas. On progresse donc très lentement vers la formation et le lancement du Comité constitutionnel prévu par 2254 (2015). Il est important de souligner que le processus d'Astana<sup>40</sup> ou le Groupe restreint sur la Syrie<sup>41</sup> ne donnent pas davantage de résultat.

## VI. La montée de la question kurde et l'évolution du terrorisme

(127) Pour les Kurdes, la décision américaine constitue un changement fondamental. Ils deviennent vulnérables vis-à-vis des Turcs et beaucoup plus dépendants de Moscou et de Damas. Tout espoir d'indépendance s'évanouit et même la perspective de l'autonomie devient incertaine<sup>42</sup>. Il est en tout cas impératif de se tourner vers Damas et Moscou<sup>43</sup>. C'est ce qu'ils vont faire et ils seront entendus. Dès le 28 décembre 2018, ils se retireront des zones exposées à une offensive turque, particulièrement Manjib, y faisant place aux forces du régime et à des militaires russes<sup>44</sup>. Ainsi s'ouvre la perspective d'une reprise de contrôle par Damas des régions kurdes du Nord de la Syrie – un moindre mal pour la Turquie. Cette solution est appuyée par les Russes, qui veulent rétablir « la souveraineté et l'intégrité territoriale de la

---

<sup>39</sup> Rapport du Secrétaire général S/2019/321 et S/PV/8475, pp. 2-5. Le Secrétaire général résume dans ses rapports l'activité de son envoyé spécial, voir pour 2019 les rapports S/2019/157, 321, 508, 674 et les séances du Conseil S/PV. 8745 (28 février), 8493 (27 mars), 8520 (30 avril), 8609 (29 août) où M. Pedersen s'est exprimé.

<sup>40</sup> Ce processus associe la Russie, la Turquie et l'Iran. Les 3 se sont réunis le 14 février.

<sup>41</sup> Le Groupe restreint se compose de l'Allemagne, l'Arabie Saoudite, l'Égypte, Les États-Unis, la France, la Jordanie, le Royaume-Uni. Ce groupe s'est réuni à Genève en mai 2019.

<sup>42</sup> Comme le note justement Marc Semo, La France mise hors-jeu dans le conflit syrien, *Le Monde* 1<sup>er</sup> et 2 janvier 2019, il n'est pas envisageable de reproduire en Syrie le modèle de la résolution 688 (1991) qui avait établi dans le nord de l'Irak, une zone d'exclusion aérienne, garantie par les Occidentaux au profit des Kurdes, leur permettant de créer une entité régionale indépendante *de facto* de Bagdad.

<sup>43</sup> V. G. Malbrunot, Les Kurdes soumettent leur « feuille de route » à la Russie, *Le Figaro* 9 janvier 2019.

<sup>44</sup> V. A. Kaval et M. Zerrouki, en Syrie les Kurdes se tournent vers Damas, *Le Monde* 30-31 décembre 2018.

Syrie » et font référence au traité de sécurité de 1998<sup>45</sup>, et les Iraniens. Elle met les Kurdes hors de portée d'Ankara mais aussi remet en question leur autonomie. Leur jeu devient plus serré. La Déclaration conjointe du groupe d'Astana, en date du 2 août 2019, réaffirme l'attachement des 3 « à la souveraineté, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale » de la Syrie (point 1) et elle affirme le rejet de « toutes les tentatives d'imposer des changements sur le terrain au prétexte de lutter contre le terrorisme, y compris les velléités d'autonomie illégitimes, et (les parties) se sont dites déterminées à s'opposer aux visées séparatistes ayant pour objectif de porter atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Syrie et de menacer la sécurité nationale des pays voisins »<sup>46</sup>.

Le sort des Kurdes provoque à nouveau beaucoup d'émotion. Comme au début de 2018 on parle de trahison, des alliances qui se retournent contre eux. Ce type d'évaluation est excessif. Les alliés des Kurdes ne l'ont jamais été pour favoriser leur autonomie ou leur indépendance ; les alliances se sont faites sur un autre objet. En Syrie, il s'agit de la lutte contre l'EI. Il ne faut pas perdre de vue non plus que, à la faveur de la guerre, il s'est produit une extension considérable de la partie de la Syrie relevant des Kurdes. Avant la guerre. De plus, ils tiennent les barrages hydro-électriques ainsi la plupart des champs d'hydrocarbures<sup>47</sup>. Selon toute vraisemblance, les mois qui viennent vont être difficiles pour les Kurdes et pas seulement du fait de la Turquie.

**(128)** Comme cela a été dit, l'EI a perdu les dernières localités qu'il occupait, mais il reste très présent, en Syrie comme en Irak, en y maintenant des réseaux clandestins. Peu de temps après que D Trump ait, en décembre 2018, dit qu'il était vaincu et que la guerre était gagnée, pour justifier le retrait, l'EI s'est rappelé à son bon souvenir avec un attentat suicide, le 16 janvier, à Manjib, zone sous la coupe des forces spéciales américaines et du FDS/YPG, faisant 16 victimes, dont 4 Américains. Par ailleurs, le parcours de Hayat Tahrir Al-Cham (HTS, Organisation de libération du Levant) à Idlib/Edleb montre que Al-Qaida a aussi de beaux restes en Syrie.

## VII. La guerre est entrée dans une nouvelle phase

**(139)** Depuis 2017, la guerre de reprise du contrôle de la Syrie se mêle à la guerre au terrorisme. Cet aspect devrait passer au second plan, l'EI n'ayant plus de territoire. En revanche vont venir à l'avant-scène, les Kurdes et le retour des réfugiés. La manière dont ces questions viennent à la une, via une offensive de la Turquie, ne facilite pas la bonne compréhension de ces deux questions. Il ne s'agit pas seulement, loin s'en faut, de questions humanitaires et de dérives d'un autocrate, prenant pour cible un peuple sans défense et abandonné de tous.

S'agissant des Kurdes, il est fondamental de percevoir que, à la faveur de la guerre, ils ont énormément étendu leur territoire en Syrie et constitué, avec le Rojava, une entité autonome, comme l'avaient fait les Kurdes d'Irak, une sorte d'Etat dans l'Etat. Il était inévitable que, le moment venu, la question kurde vienne au premier plan. Que seront leur territoire et leur statut dans la nouvelle Syrie, dont Bachar el Assad va reprendre le contrôle. D'évidence, les Kurdes de Syrie sont dans une situation moins favorable que l'étaient ceux d'Irak. Ils ne garderont pas tout le territoire qu'ils occupent actuellement et leur part d'autonomie risque d'être bien inférieure à ce qu'ils espéraient. Nul ne sait ce que sera leur part. Cela sera déterminé par la guerre et la négociation.

---

<sup>45</sup> Ce traité entre la Syrie et la Turquie impose à la Syrie d'éviter sur son territoire toute activité mettant en péril la sécurité de la Turquie et permet à celle-ci de franchir la frontière si nécessaire.

<sup>46</sup> Texte accessible sur le Réseau Voltaire.

<sup>47</sup> Données fournies par *Le Monde* La Syrie détruite et privée de ses forces vives, 17-18 mars 2019.

Dire que, si le retrait américain se fait, la Russie « deviendra l'unique interlocuteur de tous les partenaires ayant des intérêts en Syrie »<sup>48</sup>, est excessif. Même absents, les Etats-Unis garderont un rôle important et demeureront un interlocuteur, avec d'autres Etats, en particulier les membres permanents du Conseil de sécurité. Et le retrait permet à la guerre de passer dans une nouvelle phase. Le retrait américain accélère le passage au premier plan de la question kurde, qui était, de toute manière inscrit dans la nature des choses. Le terrorisme battu, l'opposition à Bachar El Assad laminée, la question kurde vient normalement au premier plan. Les Kurdes ont pris grâce à la guerre une dimension énorme en Syrie, que l'on perçoit facilement en comparant le territoire qui était le leur en 2011 et la zone où ils sont actuellement déployés. L'indépendance étant exclue, la question est de savoir s'ils devront revenir en arrière, au statut antérieur à la guerre ou s'ils obtiendront un statut d'autonomie et lequel. Tel est désormais le cœur de la tragédie syrienne. Elle va se jouer inévitablement sur deux plans, le plan militaire et le plan politique. Et, vraisemblablement, le premier va occuper un temps l'actualité avant que vienne le moment où le second entrera réellement en jeu.

La troisième offensive turque, qui inaugure, en octobre 2019, la phase militaire est, en réalité, autorisée non seulement par les Etats-Unis, mais aussi par la Russie et Damas. Moscou a les moyens aériens de s'y opposer et pourrait aussi le faire à terre avec l'armée syrienne, qui défendrait, de manière très légitime, son territoire national. On en reste aux protestations et au rappel des principes, ce qui réserve l'avenir, et on laisse faire. À moins qu'ils ne parviennent à stopper l'offensive turque - ce dont ils ne semblent pas avoir les moyens ou qu'une aide susceptible d'interrompre le cours des choses sur le terrain, leur soit apportée, ce qui paraît peu probable -, le seul recours des Kurdes sera Bachar el Assad. C'est lui qui, avec le concours des Russes et, naturellement, en échange de concessions kurdes, arrêtera l'offensive d'Ankara. Selon le point atteint, que nul ne peut prévoir, éventuellement en parallèle avec la poursuite d'opérations militaires, viendra peut-être alors celui de la négociation.

---

<sup>48</sup> Amanda Sloat, Les choix du président américain..., *Le Monde* 24 janvier 2019.